

CARTOGRAPHIE DES ONG AU SEIN DE LA GENÈVE INTERNATIONALE

AOUT 2019

Global Studies Institute
Université de Genève

Stephan Davidshofer, Pablo Diaz,
Justine Hirschy, Dalya Mitri, Amal Tawfik

Les opinions exprimées dans la présente publication sont celles des auteurs.



**UNIVERSITÉ
DE GENÈVE**

GLOBAL STUDIES INSTITUTE



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral des
affaires étrangères DFAE



REPUBLIQUE
ET CANTON
DE GENEVE

POST TENEBRAS LUX



VILLE DE
GENÈVE

Table des matières

Liste des acronymes	3
Résumé.....	4
Introduction.....	6
Historique du projet	6
Contexte et buts de l'étude.....	6
Méthodologie de l'étude	8
Constitution de la base de données	9
Sélection des ONG	9
Construction / sélection des indicateurs	12
Méthodes	17
Analyses et résultats de l'étude	19
Les ONG de la Genève internationale en quelques chiffres	19
Type de présence et statuts	19
Emploi.....	20
Présence en ligne	22
Type d'activités.....	23
Engagement pour les objectifs du développement durable (ODD).....	25
Typologie des ONG	32
Pourquoi une typologie ? L'espace des ONG	32
Présentation des clusters.....	35
Cluster 1 : Les ONG locales	35
Cluster 2 : Les nouvelles arrivantes.....	37
Cluster 3 : Les ONG onusiennes	38
Cluster 4: La pépinière de la Genève internationale	39
Cluster 5 : Les poids lourds	41
Synthèse et conclusions	42

Liste des acronymes

CICR : Comité international de la Croix-Rouge
DDC : Direction du développement et de la coopération (DFAE)
DFAE : Département fédéral des affaires étrangères
DGVS : Délégation Genève Ville Solidaire, Ville de Genève
DOI : Division Nations Unies et organisations internationales (DFAE)
DSH : Division sécurité humaine (DFAE)
FEDERESO : Fédération romande de coopération
FGC : Fédération genevoise de coopération
GSI : *Global Studies Institute*
IDE : Numéro d'Identification des Entreprises
ISO : *International Organization for Standardization*
LEH : Loi sur l'Etat hôte
MIE : Maison internationale de l'environnement
NOGA : Nomenclature Générale des Activités Economiques
OCSTAT : Office cantonal de la statistique du canton de Genève
ODD : Objectifs du Développement Durable
OFS : Office fédéral de la statistique
OI : Organisation internationale
ONG : Organisation non-gouvernementale
ONUG : Office des Nations Unies à Genève
REE : Registre des Entreprises et Etablissements
SONG : Service ONG du CAGI
SRE : Service des relations extérieures, Ville de Genève
SSI-PRE : Service de la solidarité internationale, canton de Genève
UNEP : Programme des Nations Unies pour l'environnement

Cartographie des ONG au sein de la Genève internationale – résumé analytique

La Genève internationale est un espace privilégié de coopération et de dialogue ouvert à la société civile internationale, en témoigne le grand nombre d'organisations non-gouvernementales (ONG) qui y évoluent.

Cette étude, soutenue par le DFAE, le Canton et la Ville de Genève, **brosse le portrait de cette société civile internationale de Genève**. Elle en dégage les lignes structurantes principales et améliore la compréhension des dynamiques qui lui sont propres.

Partant d'un travail d'identification et de listage effectué par les autorités communales, cantonales et fédérales, ainsi que par l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG) entre 2013 et 2017, **une base de données de 759 ONG** a été constituée. Cette démarche inclusive permet de rendre compte de la richesse du paysage genevois. Pour la première fois sont analysées conjointement les nombreuses ONG locales actives dans le domaine de la solidarité internationale, et les grandes organisations

disposant d'un rayonnement global conséquent.



Genève n'est pas un simple lieu de passage, puisque **71,1% des ONG étudiées disposent de leur siège à Genève**.

Concernant le poids économique du secteur, **3146 salariés sont employés par les ONG de la Genève internationale**.

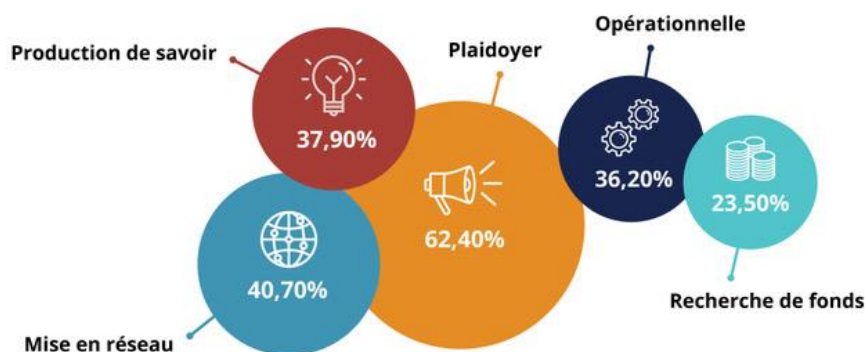
Types d'activités

La Genève internationale est une tribune privilégiée pour la gouvernance globale. Le plaidoyer, suivi de la mise en réseau (40,7%) et la production de savoir (37,9%) représentent les activités les plus importantes des ONG présentes à Genève (62,4%). Défendre une cause implique d'être au plus près des organismes de décision.

Une part moindre des activités se concentrent sur l'opérationnel (36,2%) et la recherche de fonds (23,6%).

Ces deux types d'activités concerne principalement les nombreuses ONG locales qui se consacrent à la gestion et la mise en œuvre de projets de coopération au développement et d'aide humanitaire sur le terrain.

La Genève internationale est avant tout un lieu où se façonne la gouvernance globale, plutôt qu'un centre opérationnel.



L'inscription dans les Objectifs du développement durable (ODD)

Les activités des ONG genevoises s'inscrivent principalement dans l'ODD 16. Cet ODD vise notamment à réduire la violence, lutter contre la corruption et promouvoir les droits humains (37,4%).

Il est suivi par l'ODD 3 qui vise à améliorer la bonne santé et le bien-être (22,3%).



Six pôles de compétences

Les ONG genevoises se répartissent sur six pôles distincts et interconnectés, en fonction de leurs différentes activités dans les domaines couverts par les ODD.

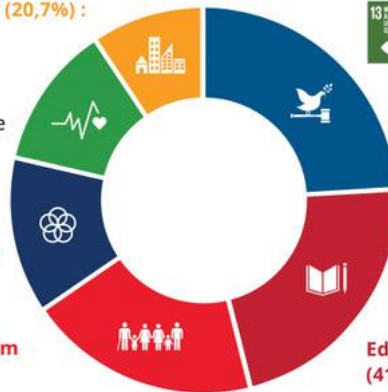


Défense de l'environnement (20,7%) :
ODD 3, 12, 11, 11, 7, 6 et 15.

Accès à la santé (22,3%) : ODD 3.
Lié à la présence à Genève du siège de l'OMS et de nombreux acteurs majeurs dans le domaine.

Partage du savoir et l'innovation (25,4%) : ODD 17 et 9.

Lutte contre la pauvreté et la faim (30,6%) : ODD 1 et 2.



Paix, justice et droits humains (47,5%) : ODD 16 et 10.

Lié à la tradition humanitaire et de promotion de la paix de Genève.

Éducation, égalité des sexes et emploi (41,8%) : ODD 4, 5 et 8.

Diversité et complémentarité

Le biotope genevois se subdivise en 5 types d'ONG distinctes qui se distribuent sur deux axes. Un premier qui distingue les ONG en fonction de leurs caractéristiques locales ou globales (accréditation auprès de l'ONUG, financements genevois, etc.) et un second en fonction de leur degré d'institutionnalisation (ancienneté, nombre d'employés, etc.).

Trois univers distincts, mais complémentaires constituent l'espace des ONG au sein de la Genève internationale.

Le premier regroupe les clusters des *ONG onusiennes*, celui dit des *poids lourds* ainsi que les *nouveaux arrivants*. Il est le fruit de l'attractivité due à la présence de nombreuses OI à Genève. La Genève internationale exerce ainsi une véritable force de gravité sur de très nombreuses ONG internationales, qui vont converger vers Genève pour participer au processus menant à l'élaboration de divers agendas de la gouvernance globale.

Le deuxième regroupe de nombreuses ONG locales, fruit de la rencontre entre la demande, très ancrée au sein de la population genevoise, de s'investir dans la solidarité internationale, ainsi que l'offre abondante et variée de financement de projets proposée par ses institutions communales et cantonales.

Cependant, ces deux premiers univers ne se renvoient pas dos à dos. Bien au contraire, il apparaît qu'une dynamique vertueuse, un effet d'entraînement propre à la Genève internationale permet d'accueillir, et de voir s'épanouir, un troisième univers composé de nombreuses ONG déjà établies et jouissant d'un certain prestige, ou alors en pleine expansion. Il démontre que la Genève internationale peut fonctionner comme une véritable *pépinière de la société civile internationale*. Au-delà de la seule force de gravité exercée par les institutions onusiennes, Genève constitue aussi un terrain fertile offrant à des ONG au rayonnement global un lieu privilégié pour installer leurs sièges.

Les ONG locales

Effectif : 190 membres
Rayonnement international : faible
Institutionnalisation : faible
Activité principale : opérationnelle
Engagement : éradication de la pauvreté (1)

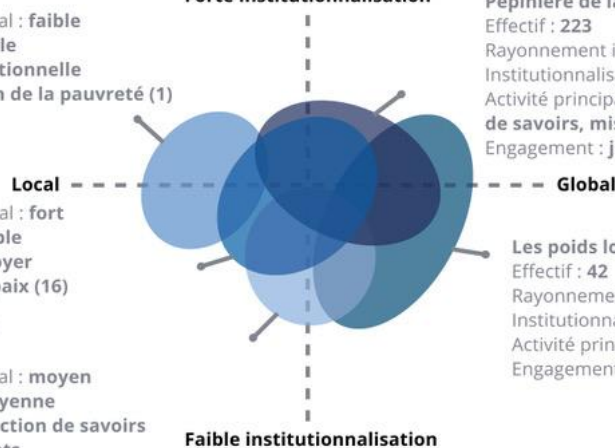
ONG Onusiennes

Effectif : 170
Rayonnement international : fort
Institutionnalisation : faible
Activité principale : plaidoyer
Engagement : justice et paix (16)

Les nouveaux arrivants

Effectif : 134
Rayonnement international : moyen
Institutionnalisation : moyenne
Activité principale : production de savoirs
Engagement : partenariats pour la réalisation des objectifs (17)

Forte institutionnalisation



Pépinière de la Genève Internationale

Effectif : 223
Rayonnement international : fort
Institutionnalisation : forte
Activité principale : plaidoyer, production de savoirs, mise en réseau
Engagement : justice et paix (16)

Les poids lourds

Effectif : 42
Rayonnement international : fort
Institutionnalisation : moyenne
Activité principale : plaidoyer
Engagement : justice et paix (16)

Introduction

Historique du projet

En 2013, le *think tank* foraus a publié une étude sur les enjeux politiques de la Genève internationale.¹ Dans ce cadre, un cycle de conférences a été organisé afin d'en valoriser les principaux résultats. À cette occasion, les discussions ont souligné le caractère étonnamment lacunaire des savoirs sur le secteur non-gouvernemental genevois en comparaison de son pendant intergouvernemental. Partant de ce constat, une équipe de recherche a été constituée en 2015 par deux chercheurs de l'Université de Genève dans le but de contribuer à pallier ce manque. Soucieuse de produire un savoir utile, l'équipe est rapidement entrée en contact avec les autorités publiques actives dans le soutien et la promotion de la Genève internationale à différents niveaux de gouvernement (Département fédéral des affaires étrangères - DFAE, Centre d'accueil de la Genève Internationale - CAGI, Service de la solidarité internationale du canton de Genève – SSI, Service des relations extérieures de la Ville de Genève - SRE) et un groupe de réflexion conjoint a été mis en place. En 2017, un projet de recherche a été formalisé qui a reçu l'appui financier du DFAE, du canton (via le SSI) et de la Ville de Genève (via le SRE) et qui a été hébergé par le *Global Studies Institute* (GSI) de l'Université de Genève.

Contexte et buts de l'étude

La société civile occupe une place centrale dans les discours et les pratiques de l'aide humanitaire, de la coopération internationale et du système multilatéral dans son ensemble. Son importance est soulignée, aussi bien dans les sphères académiques que praticiennes. À Genève, le secteur non-gouvernemental est considéré comme une «pièce centrale» de son volet international.² Le paysage genevois se caractérise, en effet, par un nombre important d'organisations de la

¹Valentino Arico, Pablo Diaz, Sebastian Justiniano Birchler, Grégory Licker & Laura Rutishauser (2013), «La Genève internationale, un atout suisse. Propositions pour une Suisse plus influente», Papier de discussion foraus-Forum de politique étrangère, No 18

²Yanik Marguerat (2004), «Les ONG internationales à Genève», *Annuaire suisse de politique de développement* [En ligne], 23(2), mis en ligne le 08 mars 2010, consulté le 18 décembre 2018. URL : <http://journals.openedition.org/aspd/450>

société civile, lesquelles interagissent à différents niveaux avec les OI, soit à travers des processus de délibération, soit en tant que partenaires dans la mise en œuvre de projets de développement.

Cette étude dresse le portrait de la société civile internationale genevoise. Capitalisant sur un travail d'identification et de listage effectué par les autorités communales, cantonales et fédérales, ainsi que par l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG), elle propose une série d'analyses statistiques visant à dégager les lignes structurantes du champ associatif international à Genève à partir d'une base de données unique, fruit d'un croisement de listes existantes et d'une récolte de données.

Après une partie introductive visant à présenter la démarche ainsi que la méthode adoptée, les principaux résultats sont présentés en deux temps. Une première partie descriptive s'attèle à dresser une esquisse de la présence des ONG à Genève, en regardant de près leurs statuts administratifs ainsi que leurs types d'activité. Puis, une typologie tirée d'une série d'analyses des ONG au sein de la Genève internationale est effectuée. En guise de conclusion, une série de recommandations sont proposées.

Méthodologie de l'étude

Si le rôle capital joué par les organisations non-gouvernementales (ONG) dans la gouvernance globale, fondations, *think tanks*, et autres associations non publiques semble évident aujourd'hui, leur étude n'en demeure pas moins complexe pour deux raisons au moins. La première concerne la multiplicité des acteurs concernés. Le nombre d'ONG présentes à Genève oscille, en effet, entre 250 et 800 selon les sources et les définitions retenues. La seconde est liée à l'absence d'une base de données fiable et systématique permettant l'identification de ces organisations, ce qui s'explique notamment par le cycle de vie parfois court de ce type d'entités, mais aussi par la particularité du cadre juridique suisse, qui ne prévoit pas l'enregistrement des ONG de manière systématique, car selon le droit suisse la création d'une association se fait librement.

Pour répondre à ces difficultés, cette étude procède par recoupement de plusieurs listes existantes d'ONG présentes au sein de la Genève internationale le but étant d'aboutir à la constitution d'une base de données la plus inclusive possible, regroupant tant les petites ONG locales actives dans le domaine de la solidarité internationale que les grandes organisations disposant d'un important rayonnement global. Cette démarche, même si elle s'en approche, ne vise pas à l'exhaustivité, mais plutôt à déterminer quelles sont les caractéristiques principales de cette *autre Genève internationale*, tournée vers la société civile et qui demeure encore méconnue par rapport à sa contrepartie diplomatique. Il s'agit donc d'en broser sa nature, ses contours et sa composition.

L'étude a été réalisée par une équipe de cinq chercheuses et chercheurs rattachés au *Global Studies Institute* de l'Université de Genève (Stephan Davidshofer, Pablo Diaz, Justine Hirschy, Dalya Mitri et Amal Tawfik). Elle a été supervisée par un comité de pilotage rassemblant, outre les membres de l'équipe, des représentant--e-s de la Confédération (Département fédéral des affaires étrangères/DFAE), du canton de Genève (Service de la solidarité internationale/SSI-PRE), de la Ville de Genève (Service des relations extérieures/SRE) et du Centre d'Accueil de la Genève Internationale (CAGI). Le

comité, qui s'est réuni à intervalles réguliers, a servi de lieu de discussion et de décision pour le choix des indicateurs, la fixation de priorités, ainsi que l'identification des sources d'information pertinentes. Il a permis de générer des échanges et des collaborations enrichissantes entre différents niveaux de gouvernement et secteurs d'activités.

Constitution de la base de données

Sélection des ONG

La base de données a été créée de sorte à contenir toutes les ONG présentes au moins une fois sur les listes élaborées par une série d'acteurs de la Genève internationale actifs dans le financement, le soutien logistique et la coordination d'ONG entre 2013 et 2017. L'intervalle de cinq ans a été choisi dans l'idée de capturer un maximum d'organisations. La *matière première* sur laquelle se base cette étude est ainsi constituée par six de ces listes. :

- Liste 1 (354 ONG) - transmise par le CAGI : organisations incluses dans la base de données du Service ONG en date du 1^{er} novembre 2017. Cette inclusion se fait sur une base volontaire via la transmission d'un certain nombre de documents statutaires (statuts, PV, rapports annuels).
- Liste 2 (362 ONG) - transmise par le CAGI : organisations jouissant d'un statut ECOSOC et accréditées à l'ONUG entre 2015 et 2017 disposant d'un siège ou d'une représentation dans le canton de Genève ainsi que les ONG présentes dans le *Who's Who* du site Genève internationale (correspondant à des ONG d'envergure, sans statut ECOSOC, mais entretenant des relations officielles avec d'autres organisations de la Genève internationale). Il s'agit de la liste contenant le plus grand nombre d'ONG.
- Liste 3 (190 ONG) - transmise par la Délégation Genève Ville Solidaire (DGVS) : associations dont les projets ont été financés entre 2013 et 2017 par la Ville de Genève.

- Liste 4 (49 ONG) - transmise par le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) : ONG financées par trois divisions/directions du DFAE (DOI, DSH et DDC), le canton (SSI) et la Ville entre 2014 et 2017.³
- Liste 5 (163 ONG) - produite par l'équipe de recherche : ONG financées uniquement par les fonds alloués à la solidarité internationale issues des communes genevoises et ne figurant pas sur les listes de la DGVS et du SSI pour les années 2013 et 2015. Les informations concernant les financements de 2013 proviennent d'une étude réalisée par des chercheurs du GSI pour le compte du SSI en 2014-2015.⁴ Les chiffres pour l'année 2015 ont été collectés et mis à disposition par la Fédération genevoise de coopération (FGC), à l'occasion de son dernier rapport sur la solidarité internationale.⁵
- Liste 6 (145 ONG) - transmise par le SSI en date du 9 mai 2018 : ONG financées par le canton (SSI) entre 2013 et 2017. Les données pour 2013 proviennent de l'étude réalisée par le GSI pour le compte du SSI.⁶

Après avoir effectué le croisement des différentes listes, l'équipe de recherche s'est livrée au nettoyage et à l'affinage d'un fichier statistiquement exploitable. 759 ONG ont été finalement retenues à partir de 4 critères :

³ Le faible -relativement- nombre d'ONG présentes sur cette liste s'explique par le fait qu'il n'existe pas à notre connaissance de liste exhaustive d'ONG avec lesquelles les différentes directions au sein du DFAE entretiennent des relations régulières, que cela soit sous la forme d'une inscription formelle ou de financements de projets. La liste transmise à l'équipe de recherche était constituée d'une reprise partielle (et non mise à jour) des listes du CAGI, ainsi que d'un certain nombre d'ONG directement financées par le DFAE (49). La *liste DFAE* est dès lors uniquement constituée des ONG annoncées comme directement financées par ce département. Leur nombre réel est très probablement supérieur, mais la méthode choisie pour la collecte de données, basée sur l'agrégation de listes transmises, ne permet pas d'identifier la totalité des ONG soutenues et/ou en rapport avec le DFAE.

⁴ Stephan Davidshofer & Amal Tawfik (2015), *États des lieux de la solidarité internationale à Genève* Service de la solidarité internationale du Canton de Genève

⁵ Fédération genevoise de coopération (2015), *Solidarité Genève Sud. Statistiques 2015*, <http://e1.messaggio.agency/fgc/#view/fgc-statistics>, consulté le 18 décembre 2018. La FGC procède à l'agrégation des financements de projets pour la solidarité internationale environ tous les 5 ans. L'absence d'un tel exercice sur une base annuelle, n'a pas permis de constituer une liste exhaustive des ONG financées par les communes genevoises sur les cinq dernières années (moins la Ville de Genève). La liste 5 a dès lors pour fonction unique d'inclure dans cette étude un nombre supplémentaire d'ONG locales genevoises actives dans le domaine de la solidarité internationale et donc de rendre au mieux compte de leur nombre réel.

⁶ Stephan Davidshofer & Amal Tawfik (2015), *op. cit.*

1. Être présent sur au moins une des listes exploitées. Il est à noter qu'il est très fréquent de voir certaines ONG apparaître sur plusieurs listes (voir tableau 1). Une ONG peut, par exemple, recevoir des financements de plusieurs bailleurs de fonds et être à la fois inscrite auprès du CAGI et/ou de l'ONUG.

Tableau 1 : Nombre de listes (max. 6 listes)

Nombre de listes	n	%
1	444	58.5
2	209	27.5
3	70	9.2
4	24	3.2
5	11	1.4
6	1	0.1
Total	759	100.0

2. Correspondre à la définition suivante: «une institution indépendante créée par un acte relevant du droit interne privé, poursuivant un but non lucratif d'utilité internationale, exerçant une activité attestée dans deux pays au moins, entretenant des relations étroites avec les OI établies à Genève et/ou ayant reçu un soutien financier d'entités publiques suisses au cours des cinq dernières années».⁷ Les services étatiques et académiques ont de ce fait été éliminés, ainsi que les associations n'ayant qu'une portée locale.
3. Avoir au minimum un-e représentant-e identifié-e à Genève. Les ONG domiciliées dans le Grand Genève, ainsi que celles de passage à l'occasion de réunions, conférences et sessions des Nations Unies ont été écartées.
4. Ne pas figurer dans la liste des 43 organisations internationales au bénéfice d'un accord avec la Confédération au titre de la Loi sur l'Etat hôte (LEH) en Suisse. Les organisations telles que le CICR, l'ISO, etc. n'ont pas été prises en compte.

⁷ Cette définition a été formulée au sein du comité de pilotage sur la base de la définition employée par le CAGI. Voir <https://www.cagi.ch/fr/service-ong/questions-frequentes-faq.php>

L'application de ces critères a ainsi permis de définir une population de 759 ONG actives au sein de la Genève internationale. Ce chiffre est largement supérieur aux estimations habituelles, notamment celles de l'Office cantonal de la statistique du canton de Genève (OCSTAT) qui évoque dans son dernier rapport consacré à la Genève internationale 399 organisations internationales non-gouvernementales (OING)⁸. Dès lors, l'inclusion des ONG actives à Genève financées par le DFAE et les multiples bailleurs de fonds publics genevois (canton de Genève, Ville de Genève et autres communes disposant d'un budget de solidarité internationale) constitue une valeur ajoutée de cette étude. Il apparaît à cet effet réducteur d'exclure ces organisations actives principalement dans les domaines de la coopération au développement et de l'aide humanitaire, pour la simple raison qu'elles ne sont pas inscrites auprès du CAGI ou de l'ONUG.

Construction / sélection des indicateurs

Une fois la sélection des ONG effectuée, la deuxième étape du projet a consisté à définir les variables à renseigner qui permettraient de rendre compte au mieux de la nature des activités et de la présence pour chaque ONG. Après discussions au sein de l'équipe de recherche et du comité de pilotage, des prises de contact avec des personnes et organisations ressources (Office fédéral de la statistique (OFS), OCSTAT, ONUG, etc.), ainsi que de nombreux tests de faisabilité, il a été décidé d'en retenir 29. Le renseignement de ces variables a été fait manuellement pour chaque organisation. Selon les cas, les informations ont été obtenues directement auprès des ONG (téléphone, email), sur leurs sites Internet, dans le système intégré des organisations de la société civile mis au point par le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, dans le registre du commerce genevois ou encore auprès de l'OFS.

Les variables retenues sont les suivantes (par ordre thématique) :

Identification :

⁸ OCSTAT, «Les organisations internationales établies à Genève : résultats de l'enquête 2018», *Informations statistiques, Industrie, Commerces et services*, N°19, Octobre 2018 : https://www.ge.ch/statistique/tel/publications/2018/informations_statistiques/autres_themes/is_oi_19_2018.pdf

V1 : Nom complet (français et anglais)

V2 : Acronyme

V3 : Nom courant

Éléments généraux :

V4 : Année de constitution

V5 : Pays du siège mondial

V6 : Pays d'origine (lieu de fondation)

V7 : Type(s) d'activité(s) du siège

1. Opérationnel : gestion et mise en œuvre de projets de développement sur le terrain.
2. Plaidoyer (*advocacy*) : défense écrite ou orale d'une opinion, d'une cause, d'une politique ou d'un groupe de personnes.
3. Recherche de fonds : planification et mise en œuvre de stratégies et d'activités d'envergure en matière de collecte de fonds. Cette variable a pour but de mettre en évidence les ONG dont la présence à Genève est liée à la présence de (potentiels) bailleurs publics, privés, etc.
4. Production de savoir : organisation de conférences, colloques, ateliers et formations (à Genève et à l'étranger) et/ou publication d'articles, rapports, livres, actes de colloques, statistiques, etc.
5. Mise en réseau : critère choisi pour mettre en valeur les ONG qui regroupent plusieurs organisations actives dans un domaine particulier (fédérations, faîtières, etc.), ainsi que celles qui coordonnent et organisent des événements dans le but de favoriser la création de liens durables entre acteurs d'un même domaine.

Les variables liées au(x) type(s) d'activité(s) ont été renseignées sur la base des statuts, de la mission, ainsi que des informations disponibles dans les rapports d'activité des organisations.

La plupart des ONG se livrant, d'une manière ou d'une autre, à l'ensemble de ces activités, nous avons fait le choix de ne retenir que les activités jugées «significatives» (même si chaque ONG peut cumuler les cinq à la fois). À titre d'exemple, si la plupart des associations analysées font de la recherche de fonds, la variable n'a été renseignée que pour celles qui en font une activité à part entière, distincte et clairement identifiable. Il en va de même en ce qui concerne les activités opérationnelles. Le financement de projets mis en œuvre à l'étranger par des partenaires locaux n'a pas été considéré comme de l'opérationnel à proprement parler.

V8 : Rattachement à un ou plusieurs Objectifs du Développement Durable (ODD).

Les 17 ODD et leurs 169 sous-objectifs ont été utilisés comme des indicateurs pour l'assignation des objectifs correspondants⁹. Par souci de concision, la formulation suivante a été retenue pour désigner les ODD dans cette étude :

1. Éradication de la pauvreté
2. Lutte contre la faim
3. Accès à la santé
4. Accès à une éducation de qualité
5. Égalité entre les sexes
6. Accès à l'eau salubre et à l'assainissement.
7. Recours aux énergies renouvelables
8. Accès à des emplois décents
9. Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation
10. Réduction des inégalités
11. Villes et communautés durables

⁹ Pour une liste complète des ODD, voir: <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable/>

12. Consommation et production responsables
13. Lutte contre le changement climatique
14. Vie aquatique
15. Vie terrestre
16. Justice et paix
17. Partenariats pour la réalisation de ces objectifs

L'assignation des ODD - jusqu'à trois par ONG - a été faite manuellement en fonction des buts et des activités affichés de l'ONG (statuts, mission, rapports d'activité, etc.). Le choix des trois objectifs par ONG se justifie par la volonté de retenir ceux qui apparaissent comme étant représentatifs des activités de l'organisation. Les ODD étant transversaux, en retenir davantage n'aurait pas permis d'identifier des domaines d'activités précis.¹⁰

V9 : Développement durable comme objectif principal : oui / non

V10 : Site internet (url)

V11 : Blog : (url)

Les variables V10 et V11 ont pour but de renseigner la présence en ligne. Deux catégories ont été distinguées : 1) site Internet (développé, complet, créé pour l'ONG) et 2) blog (page de blog ou site de type Wordpress, plus léger et moins coûteux).

V12 : Facebook : nombre d'abonnés sur les pages

V13 : Twitter : nombre de *followers*

¹⁰ Cette approche se distingue du travail actuel en cours du *SDG Lab*, une initiative soutenue par l'ONUG et le DFAE-DDC dont l'objectif est de soutenir le travail des ONG dans la réalisation des ODD. La méthodologie adoptée par le *SDG Lab* est d'attribuer aux ONG souvent un plus grand nombre d'ODD sur la base du retour d'un questionnaire envoyé à ces dernières. Voir : <https://www.sdglab.ch/>

Les variables V12 et V13 ont été conçues pour renseigner/mesurer la présence sur les réseaux sociaux. Seuls Facebook et Twitter, en tant que réseaux principaux, ont été retenus, bien que certaines ONG possèdent également des comptes Instagram ou des chaînes YouTube.¹¹

V14 : présence en ligne genevoise distincte : cette variable détermine si l'ONG possède une page internet spécifique pour son bureau/antenne/représentation genevoise - donc distinct de celui de la maison mère.

Présence genevoise :

V15 : Présence dans une ou plusieurs listes fournie(s) par les autorités

V16 : Année d'établissement à Genève

V17 : Adresse postale

V18 : Type de présence : siège/antenne/représentation

V19 : Identifiants administratifs (IDE / REE / NOGA)¹²

V20 : Statut IDE: 1) actif avec emplois, 2) inactif sans emplois, 3) radié, 4) nouvelles entrées, 5) entités administratives

V21 : Salariés : oui/non

¹¹ Le nombre de *followers* a été renseigné manuellement. Leur nombre exact a pu donc légèrement évoluer au courant du processus de constitution de la base de données.

¹² IDE : Numéro d'Identification des Entreprises, (anciennement numéro TVA, fédéral) REE : Registre des Entreprises et Etablissements (toutes les entreprises générant des activités économiques sur le territoire suisse), NOGA : Nomenclature Générale des Activités Economiques. Le numéro d'identification des entreprises (IDE) est attribué depuis 2011 à chaque entreprise. Son but est selon le site de l'OFS de «*de réduire à terme le grand nombre d'identifiants différents utilisés dans l'administration (numéro du registre du commerce ou numéro de TVA par exemple) pour faire place à un identifiant unique*» Voir le site de l'OFS: <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/registres/registre-entreprises/numero-identification-entreprises/ide-general.html>

Cette variable a été renseignée d'après plusieurs sources (OFS, sites Internet, ONG, etc.). Le but était d'être le plus exhaustif possible sachant que les statistiques de l'OFS se sont révélées parcellaires (voir V22).

V22 : Nombre de salariés et Équivalent temps plein (ETP)

V23 : Type d'activité à Genève : opérationnel, plaidoyer, recherche de fonds, production de savoirs, mise en réseau (voir V7).

V24 : Statut ECOSOC : oui/non

Financements :

V25 : DFAE

V26 : Canton de Genève (SSI-PRE)

V27 : Ville de Genève (DGVS)

V28 : Communes genevoises (hors Ville de Genève)

Variable supplémentaire :

V29 : membre de la Fédération genevoise de coopération (FGC): oui/non

Méthodes

Une série d'analyses statistiques a été réalisée à partir de la base de données construite. En complément d'analyses descriptives, plusieurs techniques statistiques ont été utilisées :

1. *Analyses de réseaux* : l'analyse de réseau est une technique statistique qui permet d'analyser une structure composée d'un ensemble d'acteurs, dont certains sont reliés par une ou plusieurs relations. Elle permet également de s'intéresser aux relations entre deux ensembles distincts, par exemple, aux

relations entre les ONG et les ODD ou leurs activités. Dans ce cas, les données sont représentées sous forme de matrice non symétrique. Les matrices sont représentées visuellement sous la forme d'un graphe comportant des nœuds (ONG pour les matrices symétriques ; ONG et ODD ou activités pour les matrices non-symétriques) et des liens (relations).

2. *Analyses de correspondances multiples (ACM)* : ce type d'analyse permet de cartographier un espace en positionnant des acteurs entre eux, même s'ils n'entretiennent pas de relations directes. Reposant sur une logique de décomposition géométrique des données, l'ACM permet de prendre en compte les relations entre un grand nombre de variables (par ex. année de création, nombre d'employé-e-s, ODD, type d'activité, etc.) afin de construire un espace social (l'espace des ONG au sein de la Genève internationale). En interprétant par la suite les axes factoriels structurant cet espace, il est possible de déterminer comment il est structuré (par ex : ONG internationales VS locales) et quelle est l'importance des différentes ressources (ancienneté, statut ECOSOC, être financé par un bailleur public) à la disposition des acteurs.¹³

3. *Classification ascendante hiérarchique (CAH)* : cette classification a été réalisée à partir des résultats de l'ACM¹⁴. La CAH suggère des regroupements des ONG en fonction de la similitude de leur positionnement sur les axes factoriels retenus de l'ACM.¹⁵ Ainsi, elle a permis d'identifier pour cette étude cinq profils «typiques» d'ONG, ou *clusters* (par ex : les ONG locales, ou onusiennes) dont les membres se rapprochent par le partage de caractéristiques communes (par ex. l'ancienneté, un ODD, la qualité de la présence en ligne, ou l'inscription auprès de l'ONUG).

¹³ Ainsi, l'ACM vise à mettre à jour le système des oppositions et des relations objectives qui structurent cet espace. Le positionnement des ONG dans cet espace dépend de la similitude de leurs propriétés et de leurs ressources.

¹⁴ Voir graph.3.

¹⁵ La CAH est effectuée selon la méthode Ward, qui consiste à agréger, à chaque étape du regroupement des classes, des individus qui font le moins varier la variance interclasse. L'articulation ACM et CAH améliore la partition, et permet donc d'obtenir des classes plus homogènes en éliminant le «bruit» (ou petites variations).

Analyses et résultats de l'étude

Ce chapitre présente les principaux résultats de cette étude. Il s'articule en deux parties. Premièrement, il se livrera à une présentation descriptive des ONG présentes à Genève, au travers d'un certain nombre d'éléments généraux tels que leurs statuts administratifs, la part d'emplois qu'elles représentent, leur présence en ligne, la nature de leurs activités, ainsi que leur inscription dans les ODD. Dans un deuxième temps, une typologie des ONG présentes à Genève regroupée en cinq *clusters* sera proposée et discutée en détails.

Les ONG de la Genève internationale en quelques chiffres

Type de présence et statuts

La majorité des ONG retenues dans la base de données ont leur siège à Genève (71.1%), soit 540 organisations (voir tableau 2). Il s'agit à la fois d'ONG locales de taille modeste, créées et opérant

Tableau 2 : Siège ou antenne

	n	%
Siège	540	71.1
Antenne ou représentation ¹⁶	213	28.9
Total	759	100.0

exclusivement depuis le territoire genevois et d'ONG internationales de tailles diverses ayant décidé de localiser leur siège à Genève.

Plus d'un quart des ONG retenues (28.9%) sont des représentations d'ONG étrangères. Celles-ci ont des profils relativement variés en taille et en forme. En effet, il s'agit aussi bien de bureaux opérationnels avec du personnel salarié que de représentations plus «souples» constituées parfois d'une seule personne. De nombreuses ONG ont, en effet, un représentant genevois chargé de défendre les points de vue et intérêts de l'organisation auprès des instances onusiennes, ainsi que dans les conférences et évènements internationaux.

¹⁶ Une antenne est une émanation du siège (avec employés), une représentation est souvent constituée d'une seule personne. Etant donné que cette distinction utilisée lors de la collecte de données ne s'appuie pas sur une définition juridique, ces deux catégories ont été ici fusionnées.

Un peu plus de la moitié (52.8%) des organisations présentes dans la base de données disposent d'un identifiant IDE ou du Registre genevois des entreprises (REG)¹⁷ (voir tableau 4). Ces ONG sont donc officiellement enregistrées comme des établissements de droit privé, établis

Tableau 3 : ONG avec REE à Genève

	n	%
Oui	327	43.1
Non	432	56.9
Total	759	100.0

et gérant une activité économique sur le territoire suisse. Cela dit, cette proportion tombe à 43.1% (voir tableau 3) si l'on prend en compte uniquement les organisations disposant d'un numéro IDE avec des filiales à Genève dans le

Tableau 4 : ONG avec n° IDE ou REG

	n	%
Oui	401	52.8
Non	358	47.2
Total	759	100.0

Registre des entreprises et des établissements (REE). Ainsi, environ 10% des organisations disposant d'un numéro IDE et présentes sur au moins une des listes prise en compte par cette étude n'ont pas de filiales inscrites à Genève et exercent dès lors leurs activités depuis

ailleurs en Suisse. Cette situation est représentative de la difficulté à déterminer le périmètre exact de la Genève internationale tournée vers la société civile et notamment en ce qui concerne l'évaluation du nombre de personnes actives en son sein.

Emploi

Sur la base de nos estimations, 41.8 % des ONG retenues dans la base de données ont du personnel salarié (voir tableau 5). Le secteur associatif international genevois doit donc une part importante de sa vitalité aux activités bénévoles. Cette estimation est produite par le croisement des données fournies

¹⁷ Répertoire des Entreprises du canton de Genève (REG). Etant donné que l'IDE constitue un outil relativement nouveau, certaines ONG peuvent figurer uniquement dans le REG sans disposer d'IDE.

par l'OFS, la consultation du registre du commerce (RC), du REG, ainsi qu'à partir des informations disponibles sur les sites Internet des ONG.

Tableau 5: ONG employant du personnel salarié à Genève

	n	%
Oui	317	41.8
Non	442	58.2
Total	759	100.0

D'après les chiffres obtenus auprès de l'OFS, le secteur associatif international

genevois représente 3146 emplois (voir tableau 6)¹⁸. Cela correspond à 2543 postes équivalent temps plein (ETP).¹⁹ La taille des ONG en termes de nombre de salariés ETP varie considérablement d'une ONG à l'autre. Le nombre de postes ETP moyen s'élève à 10.

Tableau 6 : Nombre de salariés ETP et d'employés

	Minimum	Maximum	Moyenne	Médiane	Total cumulé
Nombre de salariés EPT	0	307.9	10.0	2.6	2543
Nombre d'employés	0	355	12.2	3.0	3146

Les données présentées ci-dessus ne concernent que les organisations figurant au REE à Genève. Or, certaines ONG présentes sur les listes retenues et disposant d'un numéro IDE n'ont pas de filiales inscrites à Genève dans le REE, mais ailleurs en Suisse. Cela implique que même si ces ONG sont actives à Genève- en étant inscrites au CAGI ou à l'ONUG- et même pour certaines, bénéficiaires de financements genevois leurs éventuels salariés ne sont pas déclarés à Genève. A cela s'ajoute, comme déjà mentionné, le fait que les données récoltées sont forcément parcellaires, car au-delà des fondations de droit suisse, aucune obligation d'enregistrement auprès des autorités n'est requise pour les

¹⁸ L'obtention des données de l'OFS a été subordonnée à la transmission du numéro IDE de chaque organisation concernée. Une recherche manuelle a donc dû être faite dans le registre IDE de la Confédération, ce qui n'a pas été sans poser un certain nombre de problèmes. Certaines organisations ont, en effet, changé de nom depuis leur inscription dans le registre tandis que d'autres demeurent introuvables malgré la présence évidente de salariés. Des recherches plus poussées ont donc dû être menées au cas par cas. Si les données obtenues sont fiables, il y a tout de même un certain nombre de données manquantes.

¹⁹ Ces chiffres ne concernent que les ONG disposant d'un numéro IDE et ayant une filiale enregistrée à Genève.

associations sans but lucratif et qui n'exercent pas d'activité commerciale en Suisse.

Ainsi, il est possible d'affirmer que toute tentative de chiffrer le nombre de salariés des ONG de la Genève internationale, que cela soit via les comptages réalisés régulièrement par l'OCSTAT, ou l'estimation, certes un peu plus importante proposée par cette étude, se situe forcément en dessous de la réalité.

Présence en ligne

La prise en compte de la présence en ligne constitue un bon indicateur de robustesse, de popularité ou encore de professionnalisme. La très grande majorité des ONG prises en compte par cette étude disposent d'un site internet ou d'un blog (plus de 90%, voir tableau 7). Seul 8.3% d'entre elles n'a pas du tout de présence en ligne. Si la qualité de cette présence est variable, il est intéressant de noter le fait qu'il y a très peu d'organisations «fantômes».

Tableau 7: Site Internet ou blog

	n	%
Site	636	83.8
Blog	59	7.8
Rien	64	8.4
Total	759	100.0

Tableau 8 : *Followers* Twitter

	n	%
0	369	48.6
< 1000	167	22.0
1000-4999	105	13.8
5000-19999	80	10.5
20000 +	38	5
Total	759	100.0

Tableau 9 : Abonnés Facebook

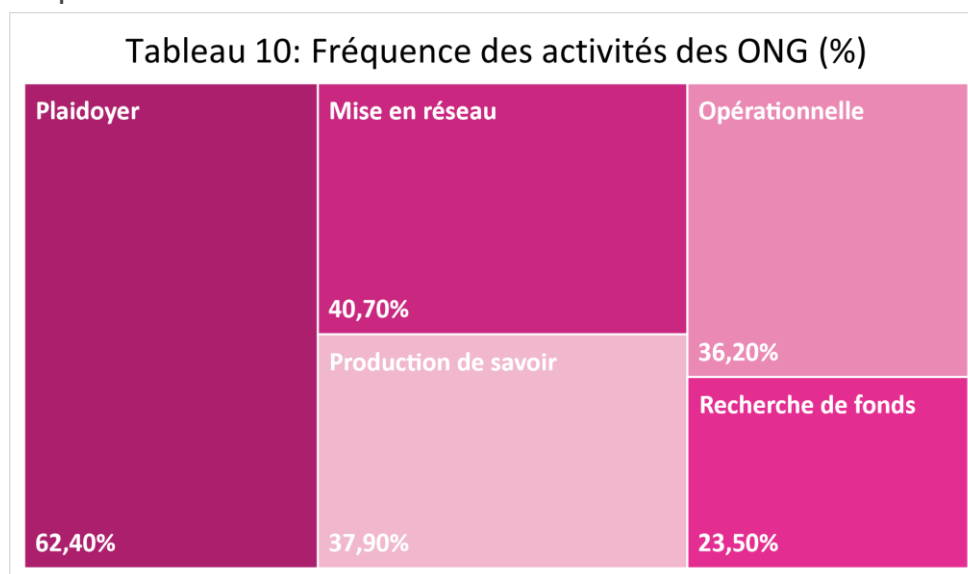
	n	%
0	235	31.0
< 1000	203	26.7
1000-9999	208	27.4
10000-99999	77	10.1
100000 +	36	4.7
Total	759	100.0

Près de la moitié des ONG n'a pas de présence sur Twitter (voir tableau 8) et plus de 30% n'ont pas de présence sur Facebook (voir tableau 9). Certaines ONG se démarquent cependant par un nombre important d'abonnés. Près de 5% des ONG présentes dans la base de données ont plus de 100'000 abonnés sur Facebook et plus de 20'000 *followers* sur Twitter.

Type d'activités

La répartition du type **d'activités** des ONG analysées fait clairement ressortir le fait que la Genève internationale est une tribune privilégiée de la gouvernance globale (voir tableau 10). A cet effet, le plaidoyer représente l'activité la plus importante des ONG présentes à Genève (62.4%). Défendre une cause implique d'être au plus près des organismes de décision qui comptent. Il est important de rappeler ici que les activités de plaidoyer sont au cœur du fonctionnement du système onusien. Ainsi, les ONG accréditées auprès de l'Office des Nations unies à Genève (364) disposent d'un statut consultatif auprès du Conseil économique et social (ECOSOC), qui permet justement de collaborer avec le système onusien dans son ensemble.

Au-delà des activités de plaidoyer, ce sont celles de mise en réseau (40.7%) et de production de savoirs (37,9%) qui occupent une part conséquente de l'activité des représentants de la société civile internationale. Ces valeurs témoignent de l'importance de Genève également comme lieu de réflexion autour de l'établissement de l'agenda de la gouvernance globale. Car cela génère en effet tant le besoin d'organiser de nombreuses réunions, de publier des rapports et de produire des statistiques, que d'avoir des organisations agissant comme des faitières ou des fédérations pour coordonner et entretenir les liens entre de nombreux partenaires.

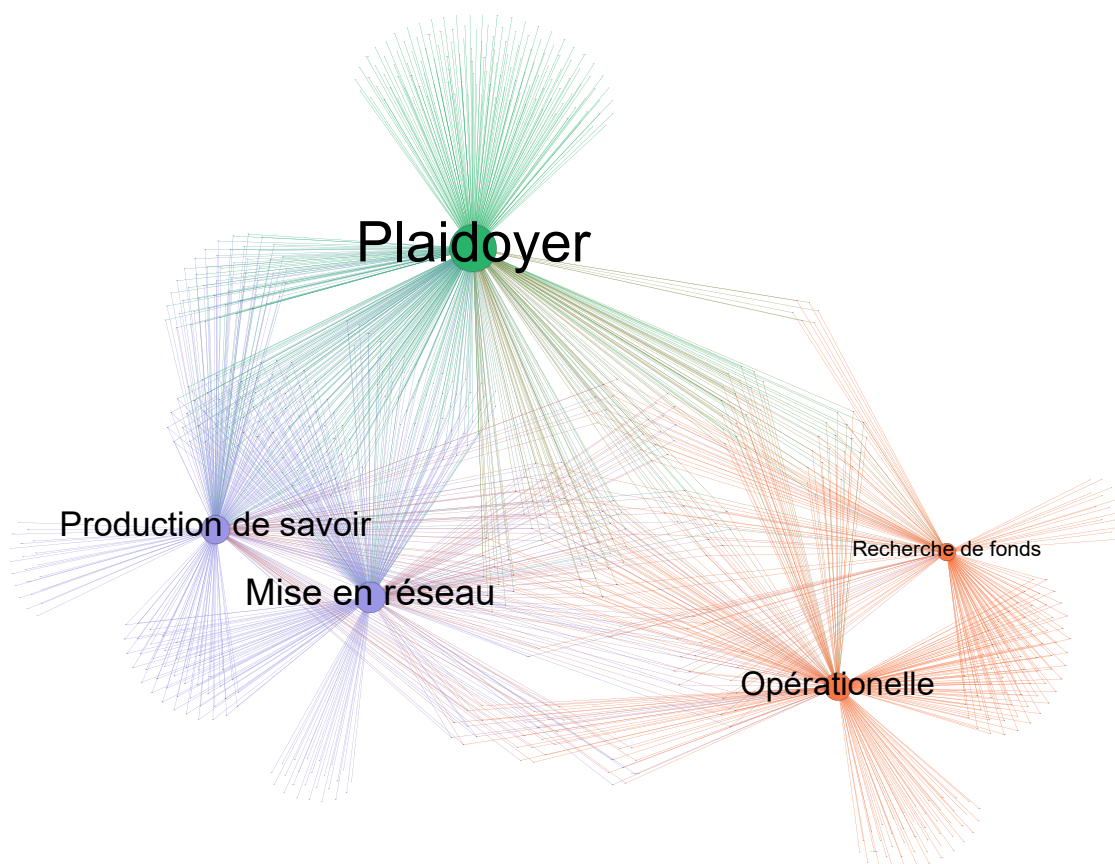


Une part moindre des activités se concentrent sur l'opérationnel (36.2%) et la recherche de fonds (23.5%). Ce type d'activités concerne principalement les

nombreuses ONG locales uniquement représentées à Genève et peu portées sur les trois autres types d'activités. Elles se consacrent ainsi à la gestion et la mise en œuvre de projets de coopération au développement et d'aide humanitaire sur le terrain. En ce qui concerne la recherche de fonds, même si cette activité concerne *a priori* la plupart des ONG, elle n'a été attribuée dans cette étude qu'aux organisations et associations principalement actives dans la recherche de fonds auprès de bailleurs publics suisses.

Ces éléments font ressortir le rôle de la Genève internationale avant tout comme un lieu où se façonne la gouvernance globale, plutôt qu'un centre opérationnel. L'analyse de réseau ci-dessous (Graphique 1), qui met en relation toutes les ONG de notre base de données avec les différents types d'activités, permet de distinguer les deux types de regroupement d'activité déjà observés, à savoir les ONG opérationnelles et faisant de la collecte de fonds d'un côté ; de celles actives dans la production de savoirs et la mise en réseau de l'autre.

Graphique 1 : Liens entre les ONG et les activités



Note : La taille des nœuds est proportionnelle à leur degré de centralité.

Sur ce graphique, les couleurs distinguent des communautés, c'est-à-dire des groupes d'ONG qui partagent les mêmes activités et qui ont de ce point de vue des caractéristiques communes. Une communauté est constituée par un ensemble de nœuds (les ONG et les activités) qui sont plus densément connectés entre eux qu'avec les nœuds situés en dehors de la communauté. La taille des nœuds correspond à leur degré de centralité, c'est à dire le nombre de liens qui relie un nœud à d'autres nœuds.

Trois communautés ressortent de l'analyse de réseaux. La première, et la plus importante, est constituée des ONG qui font du plaidoyer. La seconde regroupe les ONG autour de la production de savoir et la mise en réseau. Enfin, la troisième distingue les ONG axées sur la recherche de fonds et l'opérationnel. L'identification de ces communautés permet notamment de faire ressortir une distinction entre les ONG plus locales (financées par les bailleurs publics genevois et moins actives dans le plaidoyer) et les ONG globales pour lesquelles le plaidoyer est une activité centrale.

Engagement pour les objectifs du développement durable (ODD)

Depuis leur adoption en 2015, les 17 ODD forment la clé de voûte de l'Agenda 2030 des Nations Unies. Ils s'articulent de manière transversale autour des cinq piliers indivisibles que sont 1. *l'humain, ou personnes* (vivre dans la dignité); 2. *la planète* (protéger la planète); 3. *la prospérité* (une vie d'opportunités d'épanouissement); 4. *la paix* (vivre sans crainte et sans violence); et 5. *le partenariat* (un renouvellement de la solidarité mondiale incluant tous les individus).

Les ODD se sont rapidement imposés comme des catégories de référence par leur adoption par la majorité des ONG, qui sont à cet effet de plus en plus enjointes à se positionner explicitement par rapport à ces objectifs dans une logique de convergence, de classification et d'évaluation. A Genève, la FGC et la Fédération romande de coopération (FEDERESO), ainsi que la majorité des associations que ces fédérations regroupent, participent activement à la

réflexion autour des ODD et au meilleur moyen de les atteindre et plaident pour un engagement de la société civile au niveau fédéral autour de la question du développement durable. Aussi, le *SDG lab*, une initiative soutenue par l'ONUG et le DFAE-DDC, poursuit l'objectif de soutenir le travail des ONG dans la réalisation des ODD.

Le fait d'attribuer 3 ODD à chacune des ONG prises en compte dans cette étude permet, dès lors, de cerner au mieux la nature des engagements pour le développement durable au sein de la Genève internationale. Il en ressort que l'ODD 16 (Paix, justice et institutions efficaces) qui vise notamment à réduire la violence, lutter contre la corruption et promouvoir les droits humains est le plus attribué (37.4%). Cela reflète certainement la tradition humanitaire et de promotion de la paix qui ont toujours été au cœur de la Genève internationale depuis la création du CICR en 1863. Les ODD suivants par ordre d'importance sont l'objectif 3 (Permettre à tous de vivre en bonne santé), 4 (Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité) et 1 (Éliminer l'extrême pauvreté et la faim), et 17 (Partenariats pour la réalisation des objectifs). Le tableau 11 propose un récapitulatif de l'attribution de ces objectifs.

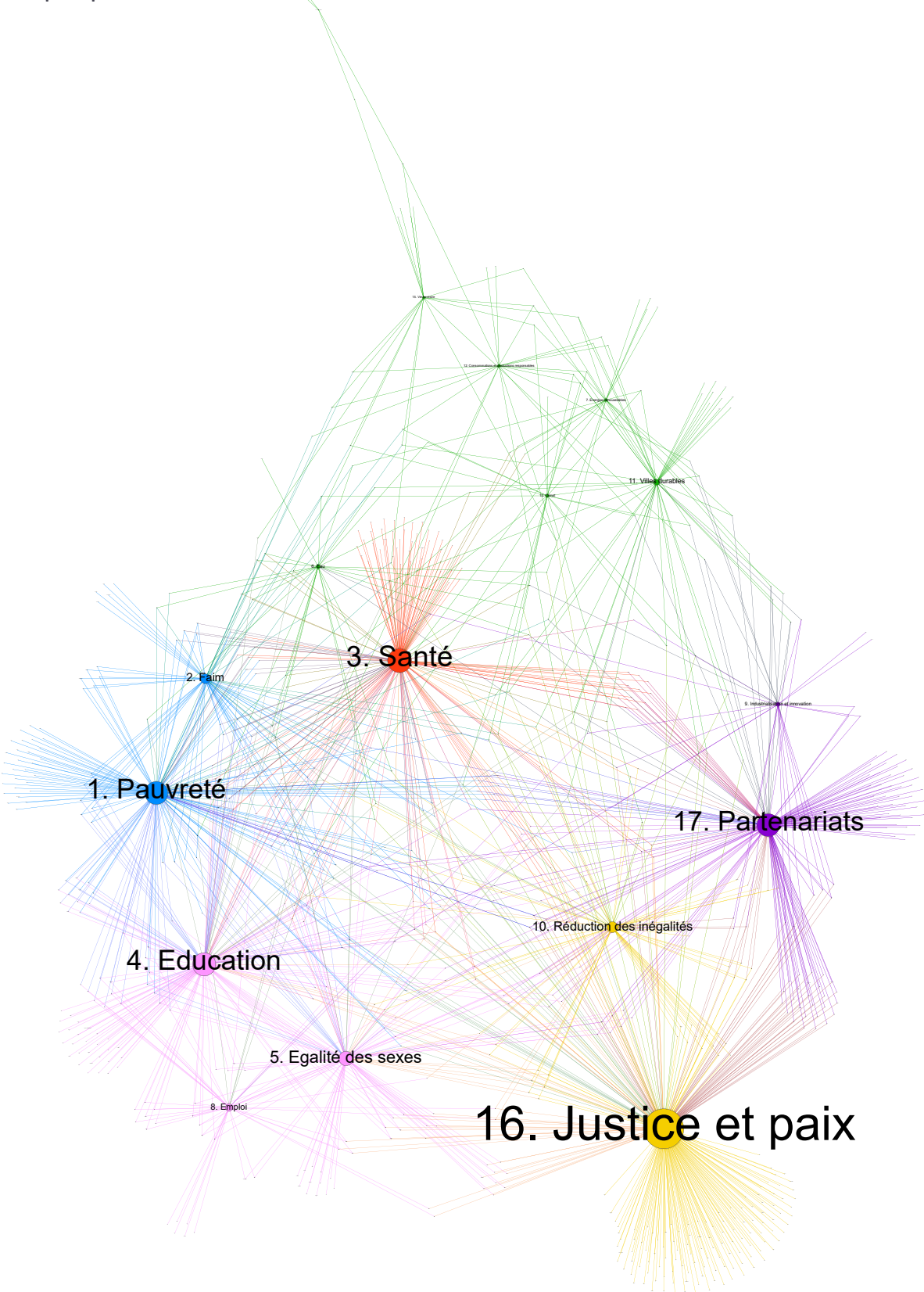
Tableau 11 : Attribution des ODD

	%	n
1. Pauvreté	21.5	759
2. Faim	9.1	759
3. Santé	22.3	759
4. Education	21.6	759
5. Egalité des sexes	13.4	759
6. Eau	3.7	759
7. Energies renouvelables	2.8	759
8. Emploi	6.8	759
9. Industrialisation et innovation	3.9	759
10. Réduction des inégalités	10.1	759
11. Villes durables	5.6	759
12. Consommations et productions responsables	2.7	759
13. Climat	2.9	759
14. Vie aquatique	0.5	759
15. Vie terrestre	2.5	759
16. Justice et paix	37.4	759
17. Partenariats	21.4	759

Au-delà de l'importance de chaque ODD, si l'on observe plus en détails leurs attributions, il est possible de les répartir en six pôles distincts et interconnectés (Graphique 2). L'analyse de réseau reproduite ci-après permet tout d'abord de constater que l'ODD 16 (Justice et paix) et 10 (réduction des inégalités) forment ensemble un pôle autour des questions de paix, justice et droits humains.

Un deuxième pôle apparaît uniquement autour de l'accès à la santé. La présence à Genève du siège de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), ainsi que de nombreuses ONG gravitant autour, justifient l'existence de ce pôle. Troisièmement, les ODD 17 et 9 (Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation) forment un pôle centré sur le partage du savoir et l'innovation et confirment la présence à Genève d'une importante compétence en matière de production de connaissances.

Graphique 2 : Liens entre les ONG et les ODD



Note : La taille des nœuds est proportionnelle à leur degré de centralité.

Le quatrième pôle (ODD 4, 5 et 8) regroupe l'éducation avec l'égalité des sexes et l'emploi, tandis que le cinquième est consacré à la lutte contre la pauvreté et la faim (ODD 1 et 2). Le dernier pôle quant à lui rassemble les ODD 6, 7, 11, 12, 13, 14 et 15, consacrés à la défense de l'environnement, l'accès à l'eau et la lutte contre le réchauffement climatique²⁰ (Graphique 3).

Graphique 3 : les six pôles de compétences des ONG au sein de la Genève internationale en fonction de leur contribution à la réalisation des ODD



Malgré sa cohérence thématique, le pôle environnemental interpelle par sa faible taille (20,7% des ONG, voir Graphique 4). En effet, ce résultat peut paraître contre-intuitif puisque ces questions semblent être à priori centrales au sein de la Genève internationale, notamment par la présence d'un bureau du Programme des Nations Unies pour

l'environnement (UNEP) et en ce qui concerne les ONG, celles de la Maison internationale de l'environnement (MIE I et II). La faiblesse de ce pôle révélée par l'analyse de réseau peut avoir deux explications. Soit les questions environnementales, par leur dimension transversale et leur fragmentation parmi un grand nombre d'ODD (6, 7, 11, 12, 13, 14 et 15), sont pénalisées par le choix de cette étude de ne renseigner que trois ODD par ONG. En d'autres termes, si un nombre plus important d'ODD avaient été renseignés, les ODD en rapport

²⁰ L'ODD 6 (accès à l'eau) est également très proche du pôle humain, même si l'analyse de réseau le place dans le pôle environnemental. L'ODD 14 (vie aquatique), quant à lui-même s'il fait parti du pôle environnemental, son absence du graphique 3 est due à sa faible attribution parmi les ONG de la Genève internationale (seulement 0,5%).

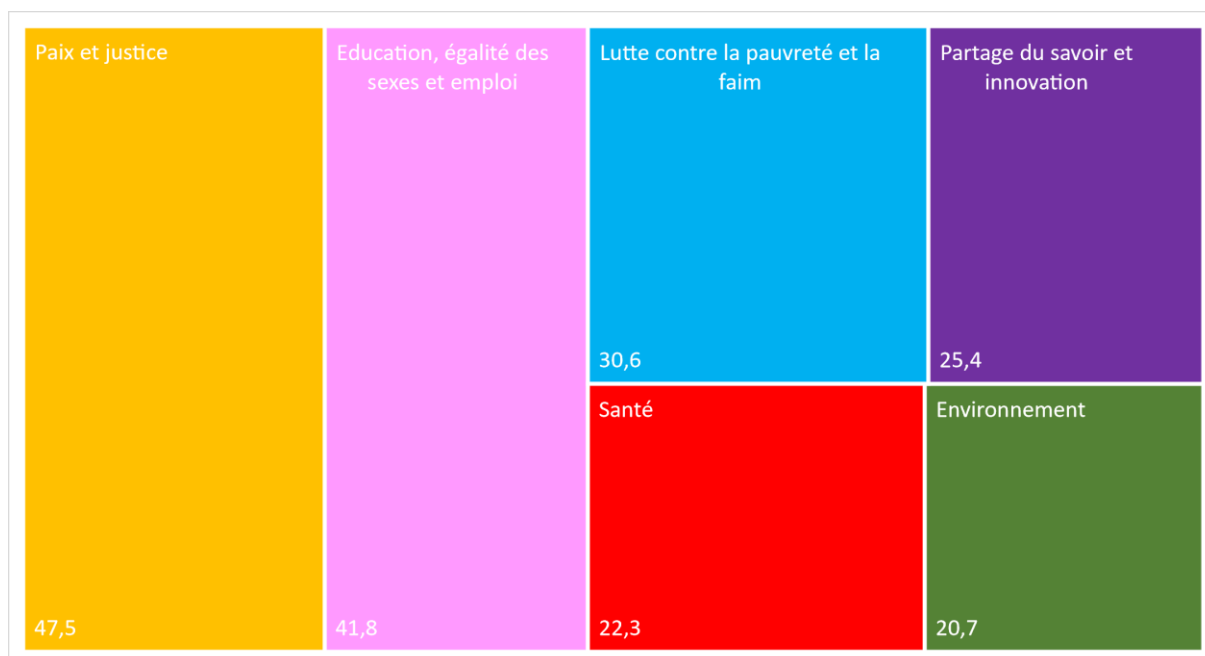
avec la défense de l'environnement auraient été davantage cités. L'autre explication réside peut-être dans le fait que les ONG dont la vocation première est la défense de l'environnement, même si prestigieuses pour certaines, apparaissent comme moins importantes lorsque comparées aux activités des autres pôles.

La constitution de ces pôles de compétence en fonction des ODD apparaît néanmoins comme une typologie pertinente afin de valoriser et le cas échéant, développer l'action des ONG présentes au sein de la Genève internationale. Qualifier l'action des ONG grâce à la variable des ODD constitue l'une des innovations de ce projet. En effet, la plupart des typologies existantes décrivant les domaines d'activité de la Genève internationale ont été conçues en fonction des OI présentes à Genève²¹ et sont, de ce fait, peu pertinentes pour rendre compte de la réalité de la société civile. Travailler à partir des ODD permet de sortir d'une logique de domaines fixés *a priori*, pour affiner le classement en domaines d'activité des ONG. Procéder de la sorte permet également de s'inscrire dans la dynamique actuelle d'intégration globale des ODD.

Dans cette optique, les analyses réalisées permettent à la fois d'établir que les ONG de la Genève internationale se regroupent en des pôles recoupant en grande partie la logique en cinq piliers des ODD évoqués précédemment, tout en faisant ressortir les spécificités genevoises en la matière (Graphique 4).

²¹ Voir par exemple les 5 *pôles de compétence reconnus* par le Groupe permanent conjoint sur les priorités de la Genève internationale (GPC): 1. La paix, la sécurité, le désarmement; 2. L'action et le droit humanitaires, les droits de l'homme, les migrations; 3. Le travail, l'économie, le commerce, la science, les télécommunications; 4. La santé; 5. L'environnement et le développement durable. Disponible sur: <https://www.eda.admin.ch/missions/mission-onu-geneve/fr/home/geneve-international/faits-et-chiffres.html>

Graphique 4 : Pôles par ordre d'importance



Ainsi, le pôle *Paix et justice* le plus important par son poids (47,5%), correspond au pilier de la *paix*. La *prospérité* (41,8%), se retrouve dans le pôle *éducation et égalité des sexes et emploi*. Ensuite, la *lutte contre la pauvreté et la faim*, s'apparente au pilier *humain* et représente 30,6% des ONG de la base de données. Celui du *partage du savoir et innovation* (25,4%) partage la logique du pilier *partenariats* tourné vers un renouvellement de la solidarité mondiale incluant tous les individus. L'environnement, le plus faible des pôles représenté ici (20,7%) se superpose avec le pilier *planète*. Pour finir et au-delà de cette logique de convergence, la typologie retenue ici contient un pôle uniquement dédié à la santé (22,3%), ce qui permet de démontrer la centralité de la Genève internationale en matière de gouvernance sanitaire globale. La répartition des six pôles en fonction de leurs poids respectifs quant à elle, permet de constater non seulement l'importance historique de la promotion de la paix et des droits humains, mais également celle de l'engagement dans l'amélioration des conditions de vie des habitant-e-s de la planète (pôles *lutte contre la pauvreté et la faim*, ainsi que *éducation et égalité des sexes et emploi*). Cela, alors que les dimensions environnementales et *partage du savoir et innovations* sont, quant à elles, moins développées.

Typologie des ONG

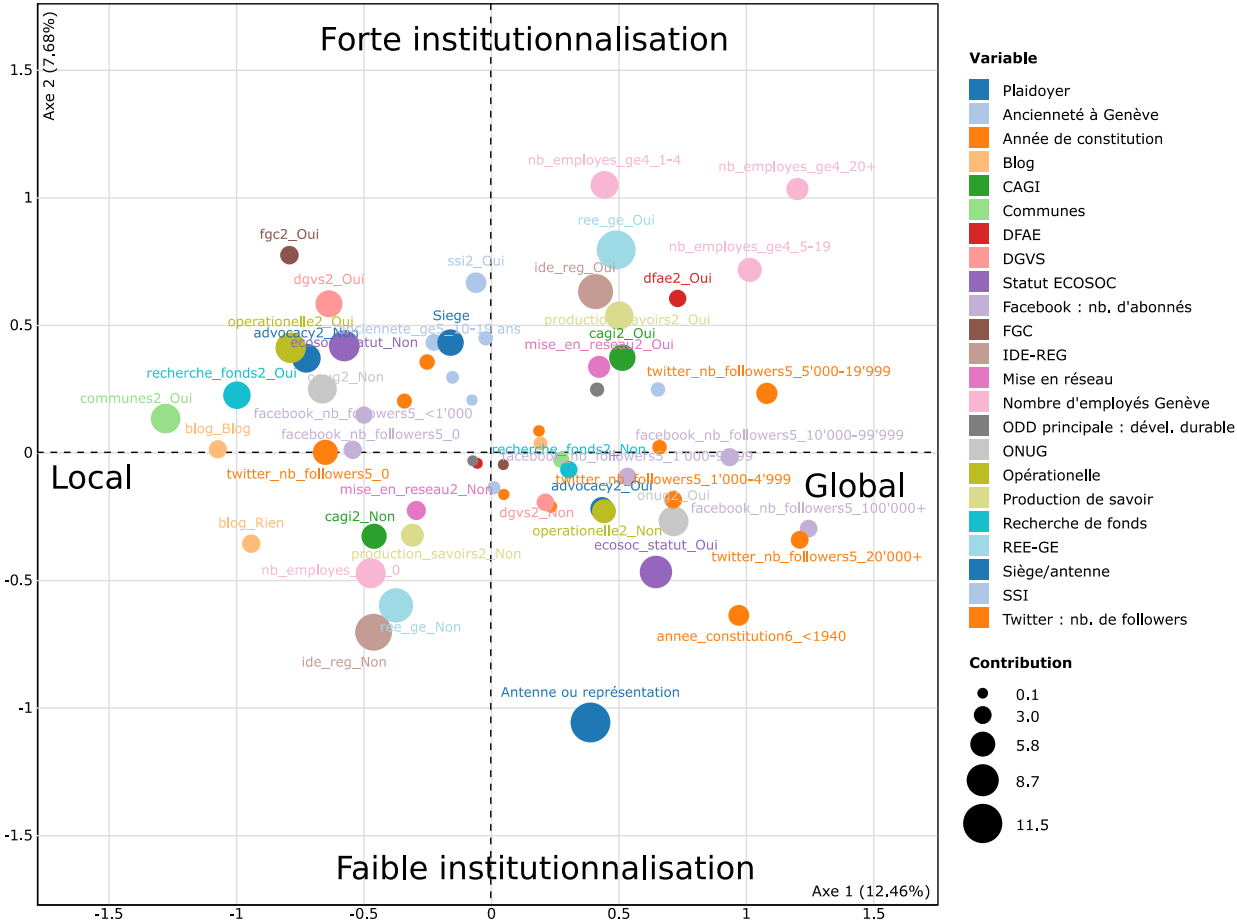
Pourquoi une typologie ? L'espace des ONG

Cette recherche vise à réaliser une description organisée et intelligible du champ de la société civile internationale genevoise. En synthétisant un grand nombre de variables, une typologie permet de classer les ONG dans des classes (*clusters*), en fonction de leurs similitudes. Elle prend la forme d'une partition (ou répartition) des ONG dans un nombre limité de classes distinctes, ce qui permet de prendre en compte la complexité de l'activité des ONG au sein de la Genève internationale, de dégager leurs traits saillants et de dresser à grands traits les profils-types des ONG.

Ainsi, il en ressort que nous n'avons pas affaire simplement à des ONG de petite taille (tant en nombre d'employés qu'aux activités entreprises) qui s'opposeraient à des grandes, ou simplement des organisations locales aux structures modestes face à des organisations complexes et jouissant d'une importante réputation internationale. A partir d'une analyse correspondances multiples (ACM) (Graphique 5), il est tout d'abord possible d'affirmer que toutes les ONG étudiées sont plutôt à positionner au sein d'un espace qui se structure autour de deux axes :

- Le premier les distingue en fonction de caractéristiques globales/locales ou ce que l'on pourrait aussi appeler le rayonnement international. Les indicateurs caractéristiques d'une ONG *globale* comprennent la présence sur les listes de l'ONUG et du CAGI, l'obtention d'un statut ECOSOC, le fait d'avoir une forte présence en ligne et d'avoir des activités tournées vers le plaidoyer et la production de savoirs.
- Le deuxième met en avant leurs différences en matière de ce que l'on pourrait qualifier de *degré d'institutionnalisation*. Les indicateurs principaux sont ici le nombre d'employé-e-s, la présence d'un siège, l'ancienneté, le fait d'avoir un numéro IDE ou encore d'être inscrit au REG.

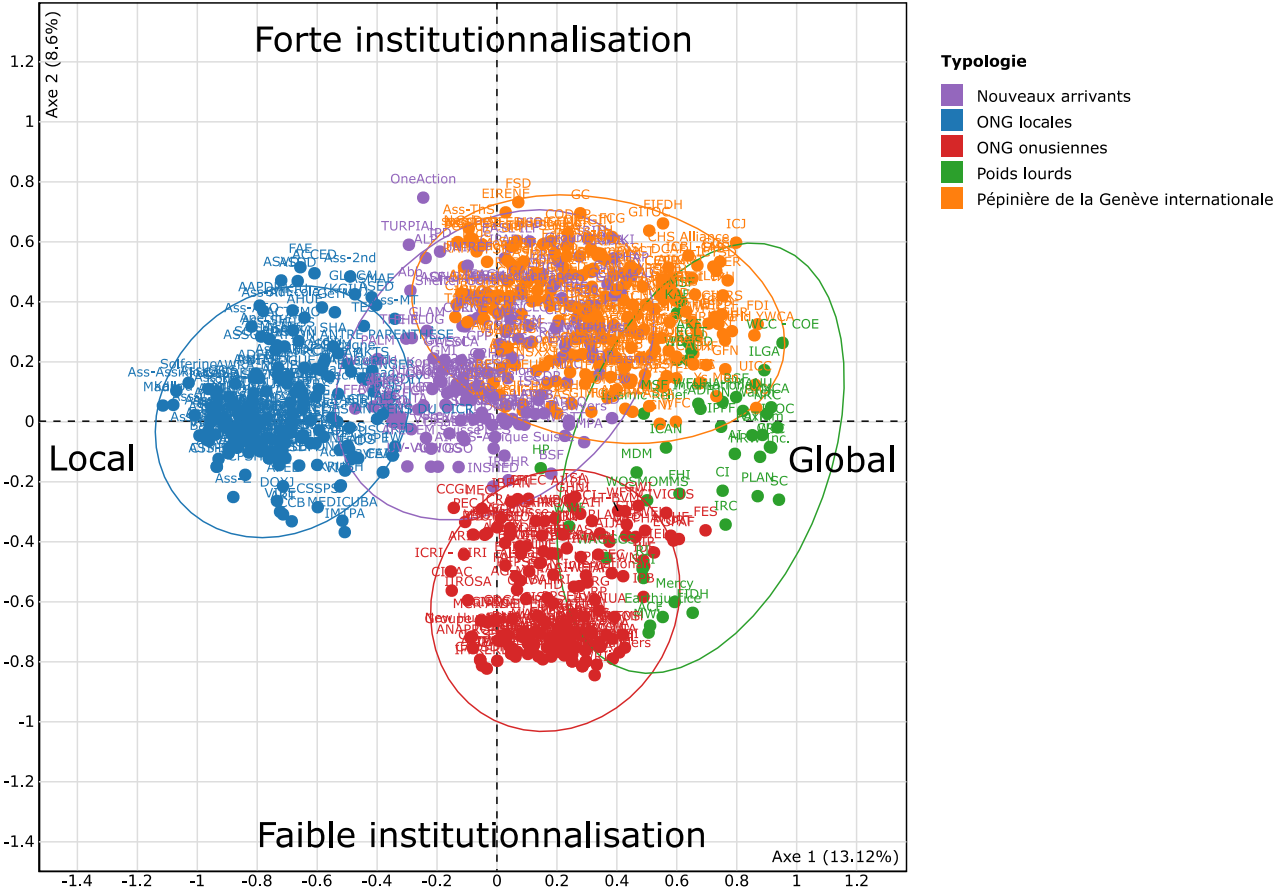
Graphique 5 : Analyse des correspondances multiples (ACM): l'espace des ONG au sein de la Genève internationale



A partir de cet espace des ONG au sein de la Genève internationale, il a été possible d'établir une typologie en cinq groupes (*clusters*)²² nommées de la manière suivante : 1) les ONG locales ; 2) les nouvelles arrivantes ; 3) les ONG onusiennes ; 4) la pépinière de la Genève internationale et ; 5) les poids lourds. Cette typologie représente de la manière la plus fidèle possible la diversité des ONG présentes au sein de la Genève internationale. Le graphique 6 présente la partition la plus robuste de l'analyse de classification, qui distingue ces cinq types d'ONG.

²² Cette typologie a été obtenue à partir d'une analyse de Classification ascendante hiérarchique (CAH).

Graphique 6 : Typologie des ONG



Il est important de préciser ici que les ONG présentes dans ces catégories ne partagent pas la totalité des caractéristiques révélées par nos critères, mais uniquement un certain nombre. Cette typologie vise donc plutôt à dégager des régularités, afin d'établir une série de profils. Ces régularités ont ainsi tendance à homogénéiser quelque peu les résultats ; néanmoins l'exercice demeure très utile dans le contexte d'une étude qui vise en premier lieu à dégager les lignes structurantes de la composante société civile de la Genève internationale.

Présentation des clusters

Cluster 1 : Les ONG locales

Composé de 190 membres, ce cluster regroupe des ONG qui se caractérisent par un ancrage avant tout local, ainsi que par une faible institutionnalisation. Avec une ancienneté moyenne de dix à vingt ans, ces ONG peuvent être qualifiées de locales pour trois raisons : premièrement, elles ont pour la plupart leur siège à Genève (89,5%) et ne disposent pas d'antennes et de représentations dans

Effectif	190
Rayonnement international	Faible
Institutionnalisation	Faible
Activité principale	Opérationnelle
Engagement ODD	Eradication de la pauvreté (1)

d'autres pays. Deuxièmement, l'ancrage genevois se reflète dans leurs financements, puisqu'elles bénéficient dans leur vaste majorité des budgets dédiés à la solidarité internationale des divers bailleurs de fonds publics genevois. Elles sont ainsi soutenues par la Ville de Genève pour 53,7% d'entre elles et ce chiffre grimpe à 58,9% pour le reste des communes genevoises. Le canton, quant à lui, en finance 20,5%. A titre de comparaison, le DFAE, quant à lui, ne les soutient que très rarement (1,6%). Troisièmement, elles se singularisent également par leur absence de lien avec le travail

habituel des ONG internationales à Genève, puisqu'elles n'apparaissent pas ou très peu sur les listes de l'ONUG (2,6%) ou du CAGI (5,8%), et ne bénéficient généralement pas d'un statut ECOSOC (4,7%).

Leur autre spécificité est leur faible institutionnalisation qui se reflète dans une absence d'inscription au registre des entreprises, et le fait de n'avoir que très rarement des employés. Les ONG locales ne représentent que 0,4% de la totalité des emplois dans le secteur des ONG à Genève.

Les activités des membres de ce cluster sont principalement tournées vers l'opérationnel (84,7%) et la recherche de fonds (62,1%) et beaucoup moins le plaidoyer (22,1%), qui représente pourtant l'activité la plus importante lorsque l'on prend en considération le travail de la totalité des ONG incluses dans l'étude. En ce qui concerne leur contribution à la réalisation des ODD, ces ONG locales sont, par ordre d'importance, investies dans l'éradication de la pauvreté (ODD 1) (42,9%), l'accès à une éducation de qualité (ODD 4) (40,2%) et l'accès à la santé (ODD 3) (28%).

Ce cluster représente dès lors les ONG qui sont pour la plupart le fruit d'initiatives d'habitants du canton de Genève. Ainsi, au-delà des professionnel-le-s travaillant au sein de la Genève internationale (diplomates, employé-e-s des OI ou de plus grandes ONG), les très nombreuses ONG locales témoignent de l'étendue de l'engagement bénévole de la population en matière de solidarité internationale. Cet engagement peut prendre des formes très diverses : des personnes interpellés par une cause lors d'un voyage à l'étranger, et décidant par la suite de mettre une part de leur temps et compétence à sa défense, des populations migrantes mobilisées pour mener des projets dans leur pays d'origine, ou même plusieurs associations d'élèves du secondaire investis dans la réalisation de projets dans divers pays du Sud Global.

Ce nombre important d'ONG locales reflète l'esprit solidaire d'une population attachée à la vocation internationale de sa cité et témoigne du profond ancrage sociétal de la Genève internationale.

Ce phénomène ne pourrait cependant pas s'expliquer sans évoquer l'important soutien apporté par les autorités municipales et cantonales, car au-delà de l'inscription de la solidarité internationale dans la constitution genevoise²³, les budgets cumulés de tous les bailleurs de fonds publics genevois en la matière représentent près de la moitié de la totalité des financements au niveau suisse.

²³ Entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2002, la *Loi sur le financement de la solidarité internationale* (LFSI), définit les objectifs et moyens mis à disposition par le canton de Genève dans ce domaine. Voir : https://www.ge.ch/legislation/rsg/f/s/rsg_d1_06.html

Cluster 2 : Les nouvelles arrivantes

Composé de 134 membres, ce groupe d'ONG se distingue par son ancrage relativement faible au sein de la Genève internationale. Il est essentiellement constitué d'ONG qui ont récemment installé leur siège à Genève (90,3%), à savoir en moyenne dans les sept dernières années. Leurs activités sont principalement orientées vers la mise en réseau (66,4%), la production de savoirs (58,2%) et le plaidoyer (54,5%). Elles s'inscrivent principalement au sein de la réalisation des ODD 16 (justice et paix), 17 (partenariats pour la réalisation des objectifs) et 3 (accès à la santé).

Effectif	134
Rayonnement international	Moyen
Institutionnalisation	Moyenne
Activité principale	Production de savoirs
Engagement ODD	Partenariats pour la réalisation des objectifs (17)

La faiblesse de leur ancrage au sein de la Genève internationale se traduit par un très faible nombre d'employé-e-s (3,1% du nombre total dans le secteur, soit moins de 100 salarié-e-s) ; relativement peu d'inscrits à la liste de l'ONUG (26,9%) et de bénéficiaires d'un statut ECOSOC (19,9%) pour des organisations à vocation globale ; et peu de soutien financier du DFAE (3,7%), du canton (8,2%), de la Ville de Genève (10,4%) et des autres communes genevoises (5,2%). Ces

éléments sont somme toute logiques au vu des critères d'octroi du statut ECOSOC (une preuve d'existence depuis au moins deux ans avant de déposer la demande de statut) et de la durée du processus d'octroi (environ un an). Les bailleurs publics, quant à eux, requièrent également souvent plusieurs années d'opération avant de financer une organisation. Leur lien principal avec la Genève internationale est dès lors constitué avant tout par un fort taux d'inscription auprès du CAGI (88,8%), ce qui s'explique en grande partie du fait que ce dernier a pour vocation d'assister les ONG nouvellement installées à Genève.

Aussi, ce groupe témoigne de l'attractivité de la Genève internationale comme un lieu privilégié pour installer les sièges d'ONG récemment créées ou souhaitant y installer un bureau de représentation. Cependant, leur présence garde un caractère fragile. Les identifier comme des *nouvelles arrivantes* permet de leur accorder une attention particulière pour les soutenir en leur permettant, le cas échéant, de s'acquitter pleinement de leur mission.

Cluster 3 : Les ONG onusiennes

La présence à Genève de nombreuses OI exerce une force d'attraction certaine sur de nombreuses ONG à travers le monde. Cet intérêt, qui nous permet de qualifier les 170 ONG regroupées au sein de ce cluster *d'ONG onusiennes*, se traduit en premier lieu par un taux d'inscription extrêmement fort auprès de l'ONUG (81,8%) et d'un statut ECOSOC pour plus de 90% d'entre elles. A l'opposé, elles sont beaucoup moins inscrites auprès du CAGI (27,1%) et ne bénéficient quasiment pas de financements genevois ou fédéraux (moins de 5% d'entre elles). La communication de leur travail est largement diffusée dans le monde grâce à une présence importante sur les réseaux sociaux. Il s'agit donc d'organisations reflétant une connaissance pointue et ancienne du fonctionnement de la gouvernance globale, puisque leur existence remonte en moyenne à 20 ans pour les plus jeunes et 80 ans pour les plus anciennes.

Effectif	170
Rayonnement international	Fort
Institutionnalisation	Faible
Activité principale	Plaidoyer
Engagement ODD	Justice et paix (16)

Au-delà de leur professionnalisme, ces ONG se caractérisent cependant par une présence institutionnelle généralement modeste au travers d'antennes pour 81,8% d'entre elles, alors que seulement 18,2% ont pris la décision d'établir leur siège à Genève. Aussi, leur contribution à la part totale des emplois du secteur des ONG est presque nulle (0,3%). Ce chiffre est probablement sous-évalué, mais

il n'est pas possible de déterminer le nombre exact des collaborateurs et collaboratrices potentiellement employé-e-s par ces ONG, car elles ne figurent en général pas au registre des entreprises, sur lequel cette étude se base pour évaluer le nombre des salariés.

Leurs activités sont très distinctement tournées vers le plaidoyer (92,9%) et dans une moindre mesure la mise en réseau (24,7%). En ce qui concerne leurs contributions aux ODD, elles sont engagées dans les domaines de la paix et la justice (55,8%) (ODD 16) ; les partenariats pour la réalisation des objectifs (ODD 17) (22,7%) ; l'accès à la santé (ODD 3) (19,6%) et l'égalité entre les sexes (ODD 5) (22,1%).

La présence des *ONG onusiennes* dégagées par notre typologie témoigne de l'importance de la Genève internationale en tant que lieu de prise de décision et de réflexion pour la gouvernance globale. Y installer une antenne ou une représentation signifie donc être au plus près des nombreuses activités qui s'y déroulent, notamment aux plusieurs milliers de réunions qui y ont lieu annuellement.

Cluster 4 : La pépinière de la Genève internationale

Environ un tiers des ONG analysées (223) partagent la double-spécificité d'être à la fois très actives auprès des OI, tout en étant fortement implantées à Genève. Il s'agit d'ONG suisses ou étrangères ayant fait pour la plupart le choix d'installer leur siège à Genève (89,2%). Malgré un âge moyen relativement jeune (entre 10 et 20 ans d'existence en moyenne), elles sont généralement des acteurs reconnus dans leur champ d'expertise et dotées d'une présence active sur les réseaux sociaux.

Ces ONG recouvrent des activités diverses avec un fort taux d'activité dans les domaines du plaidoyer (70,9%), la production de savoir (64,1%) et la mise en réseau (59,6%). Leur engagement se concentre sur des problématiques de justice et paix (43,2%), de partenariat pour la réalisation des ODD (23,9%) et l'accès à la santé (18,9%). Si l'on ajoute ici que 57,4% d'entre elles bénéficient

d'un statut ECOSOC, il est possible d'affirmer qu'elles représentent un vivier de réflexion sur les enjeux de la gouvernance globale.

Pour preuve, ce cluster compte parmi ses membres des organisations comme l'Organisation mondiale contre la torture Handicap international, ou l'Appel de Genève.

Ce qui les distingue du cluster des *ONG onusiennes* réside dans l'importance de leur enracinement local. Elles génèrent ainsi 70,6% des emplois du secteur, ce qui équivaut à 2220 postes de travail. Ce solide arrimage à la Genève internationale s'illustre non seulement par un taux d'inscription à parts égales auprès

du CAGI et de l'ONUG (respectivement 67,7 et 65,5%), mais également par le fait d'être relativement bien implantées auprès des divers bailleurs publics, avant tout auprès de la Ville de Genève (30,5%) et le canton (28,3%). Elles ne sont que 13% à être financées par le DFAE, mais il est à souligner qu'il s'agit du taux le plus élevé parmi tous les clusters à bénéficier d'un appui financier au niveau fédéral. L'existence de ce cluster représente probablement le résultat le plus intéressant de cette étude. Il démontre que la Genève internationale peut fonctionner comme une véritable pépinière de la société civile internationale. Au-delà de la seule force de gravité exercée par les institutions onusiennes, Genève constitue aussi un terrain fertile offrant à des ONG au rayonnement global un lieu privilégié pour installer leurs sièges.

Tableau 15 : La pépinière de la Genève internationale	
Effectif	223
Rayonnement international	Fort
Institutionnalisation	Forte
Activités principales	Plaidoyer Production de savoirs Mise en réseau
Engagements ODD	Justice et paix (16) Partenariats pour la réalisation des objectifs (17) Accès à la santé (3)

Cluster 5 : Les poids lourds

Même s'il est le plus modeste par sa taille avec seulement 42 membres, ce cluster regroupe les ONG les plus conséquentes, tant en taille qu'en prestige, couvertes par cette étude. Que cela soit par leur siège (45,2%) ou par le biais

Effectif	42
Rayonnement international	Fort
Institutionnalisation	Moyenne
Activité principale	Plaidoyer
Engagement ODD	Justice et paix (16)

d'une antenne (54,8%), elles disposent pour la plupart d'une représentation importante, puisque malgré leur nombre réduit, elles emploient tout de même un quart des employés du secteur.

Leur action est concentrée en premier lieu sur le plaidoyer (90,5%), la production de savoirs (40,5%) et la mise en réseau (35,7%). Leur engagement pour la réalisation des ODD, quant à lui est par ordre d'importance consacré à la paix et la justice (52,4%), la lutte contre la faim (23,8%), l'accès à la santé (21,4%) et l'égalité entre les sexes (19%).

Véritables poids lourds dans leurs domaines, ces ONG bénéficient presque toutes d'un statut ECOSOC, sont présentes à 90,5% sur la liste de l'ONUG et à 71,4% sur celle du CAGI. Elles ont peu fréquemment recours à des financements publics suisses à l'exception tout de même du canton (19%). Leur prestige est assorti d'une ancienneté moyenne entre 40 et 80 ans, ainsi que d'une présence massive sur les réseaux sociaux.

En comptant parmi ses membres des noms comme Médecins sans frontières, Amnesty International, Human Rights Watch et le Conseil œcuménique des églises, ce cluster de *poids lourds* constitue une carte de visite importante pour la Genève internationale. Leur présence, à l'instar de celle des OI, contribue à l'attractivité de Genève pour les ONG partout dans le monde.

Synthèse et conclusions

L'ambition de cette étude était de rendre compte des spécificités de la présence des ONG au sein de la Genève internationale. Au travers d'une démarche inclusive réunissant pour la première fois les ONG actives au sein du système onusien, ainsi que le riche tissu associatif genevois tourné vers l'international, l'étude des 759 ONG retenues a fait apparaître les contours d'un riche biotope genevois.

Les différentes analyses effectuées et présentées dans le cadre de ce rapport permettent de faire ressortir un certain nombre de points saillants :

- Trois univers distincts, mais complémentaires constituent l'espace des ONG au sein de la Genève internationale. Le premier, qui regroupe les clusters des *ONG onusiennes* et celui dit des *poids lourds*, est le fruit de l'attractivité due à la présence de nombreuses OI à Genève. La Genève internationale exerce ainsi une véritable force de gravité sur de très nombreuses ONG internationales qui vont converger vers Genève pour participer au processus menant à l'élaboration de divers agendas de la gouvernance globale. En parallèle à cet univers, évolue celui des nombreuses ONG locales, fruit de la rencontre entre la demande très ancrée au sein de la population genevoise de s'investir dans la solidarité internationale et l'offre variée et abondante de financement de projets proposée par ses institutions communales et cantonales. Ces deux univers ne se renvoient pourtant pas dos à dos. Bien au contraire, il apparaît qu'une dynamique vertueuse, un effet d'entraînement propre à la Genève internationale, permet d'accueillir et de voir s'épanouir un troisième univers composé de nombreuses ONG prestigieuses ou en pleine expansion. Magnétisme, ancrage local et terreau fertile font la singularité de Genève en tant que lieu pour la société civile internationale.
- La défense des droits humains, de la paix et de la justice constitue le pôle d'activité le plus important des ONG présentes à Genève. Cependant, alors que ce pôle concerne principalement des organisations au rayonnement

international, la problématique de la santé s'impose comme beaucoup plus transversale. En effet, les questions ayant trait à l'accès à la santé connaissent une implication similaire et constante (environ 20%) dans tous les clusters présentés ici.

- Les financements octroyés au niveau communal, cantonal et fédéral soutiennent des types d'associations très diverses, à savoir des ONG tant locales que celles avec un fort rayonnement global et apparaissent comme des piliers importants de la Genève internationale. Ainsi, près de la moitié (47,8%) des presque 759 ONG prises en compte dans cette étude ont bénéficié au moins d'un financement du DFAE, du canton, de la Ville de Genève et des autres communes. Même si la réalité du poids des financements publics est probablement inférieure, du fait que les ONG locales bénéficiant de soutiens exclusivement privés ne sont pas comptabilisées dans la base de données, l'effort financier des collectivités publiques pour la promotion de la composante société civile reste néanmoins tout à fait remarquable.
- Le CAGI joue très bien son rôle de porte d'entrée des ONG au sein de la Genève internationale. Il apparaît même comme un rouage important permettant aux différents univers évoqués de communiquer entre eux. Également, le CAGI exerce par défaut une fonction de mémoire institutionnelle des ONG de la Genève internationale.

De manière plus générale, il apparaît nécessaire de souligner l'importance trop souvent sous-évaluée des ONG au sein de la Genève internationale, alors que leur présence, tel qu'évoqué dans un récent message du Conseil fédéral, peut contribuer à renforcer la politique d'Etat hôte de la Suisse²⁴. En tant que représentantes privilégiées de la société civile globale, les ONG contribuent à faire de la Suisse un lieu de dialogue incontournable pour relever les défis d'un processus de globalisation dont la légitimité se voit de plus en plus remise en

²⁴Conseil fédéral, « Message concernant les mesures à mettre en œuvre pour renforcer le rôle de la Suisse comme Etat hôte pour la période 2020 à 2023 », 20 février 2019. <https://www.admin.ch/opc/fr/federal-gazette/2019/2283.pdf>

cause sur fond de montée des populismes partout dans le monde. Ainsi, il apparaît important de soutenir la présence et le développement futur du secteur des ONG au sein de la Genève internationale afin de maintenir et même d'accroître son attractivité en la matière.

Pour ce faire, trois recommandations complémentaires découlent des conclusions de ce rapport :

- *Etablir une stratégie spécifiquement dédiée aux ONG au sein de la Genève internationale.* Il apparaît nécessaire d'édicter un certain nombre de principes directeurs répondant aux besoins spécifiques et à la réalité de la présence des ONG à Genève (financements, délivrance de visas, locaux, etc.). Articulée autour de pôles de compétences proposés dans cette étude, une telle stratégie permettrait de fixer des objectifs clairs visant à maintenir et développer l'attractivité et la compétitivité de la Genève internationale. De surcroît, cette stratégie devrait combiner et refléter les visions d'une large palette d'acteurs, à savoir la Confédération, le canton, la Ville de Genève, les communes genevoises actives dans la solidarité internationale, ainsi que des représentants du système onusien.
- *Mettre en place un groupe de contact ONG permanent* regroupant des représentant-e-s du DFAE, du canton et de la Ville de Genève. Du fait d'un éclatement de compétences entre divers niveaux de gouvernance (fédéral, cantonal, communal) et services (CAGI, SSI, DGVS, DDC, DOI, etc.) propres à la Genève internationale, l'amélioration de l'échange d'informations entre les différents partenaires impliqués dans le financement et l'accueil des ONG constitue une priorité. L'attribution de visas ou l'optimisation des ressources en matière de financements attribués sont deux exemples de situations où un tel groupe de contact s'avérerait particulièrement efficace.
- *Développer la mémoire institutionnelle.* Alors que cette étude a permis d'améliorer la connaissance des ONG actives au sein de la Genève internationale, elle a également mené à une prise de conscience de l'étendue de ses limites. Il serait dès lors judicieux de pouvoir dans le futur, non seulement mettre à jour les données et reproduire les analyses afin

de disposer de données transversales, mais également d'étendre cette cartographie aux nombreuses ONG qu'elle n'a pas pu prendre en compte. Car en dehors des ONG locales ne disposant que de financements privés, cette étude n'a pas pu prendre en compte les très nombreuses organisations de passage pour assister à des réunions. C'est ce pan entier de la Genève internationale occulté ici qu'il s'agirait d'intégrer. Pour ce faire, une coopération active avec l'ONUG devrait être mise en place.



**UNIVERSITÉ
DE GENÈVE**

GLOBAL STUDIES INSTITUTE



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral des
affaires étrangères DFAE



REPUBLIQUE
ET CANTON
DE GENÈVE

POST TENEBRAS LUX



VILLE DE
GENÈVE